

Les échelles à la trappe

Objectifs européens de lutte contre la pauvreté et stratégies nationales

Emmanuelle Bonerandi¹, Camille Hochedez², Paolo Molinari³, Marius Suci⁴

¹ENS de Lyon (Site Descartes) - UMR 5600 du CNRS - BP 7 000 - 69342 Lyon cedex 07
bonerandi@wanadoo.fr

²Université Lumière Lyon 2 - UMR 5600 du CNRS - 5, avenue Pierre Mendès-France - 69500 Bron
camille.hochedez1@univ-lyon2.fr

³Università Cattolica del Sacro Cuore - L.go Gemelli 1 - 20123 Milano (Italia)
paolo.molinari@unicatt.it

⁴Scuola Superiore Sant'Anna di Pisa - Laboratorio MAIN - P.zza Martiri della Libertà, 33 - 56127 Pisa (Italia)
suci@sssup.it

Mots clés : géographie sociale, pauvreté, inclusion sociale, politiques européennes.

Dix ans après la mise en place à Lisbonne du « processus d'inclusion sociale », l'année 2010 a été déclarée année de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'Union Européenne (UE). S'il constitue un des éléments du modèle social européen, avec la mise en place d'une méthode ouverte de coordination (MOC inclusion), qui articule un consensus défini à l'échelle communautaire et une planification d'échelle nationale, le processus d'inclusion sociale fait peu de cas de l'espace et de ses déclinaisons multiscalaires, à la différence de la politique régionale de l'UE.

Cette lacune spatiale vaut autant dans les documents de connaissance, de décision que de mise en œuvre, au niveau européen comme aux niveaux nationaux. Les institutions politiques européennes et nationales définissent la pauvreté à l'échelle des individus et des ménages. Des groupes sociaux particulièrement fragiles (jeunes, femmes isolées, minorités nationales, etc.) sont définis, mais les outils et modèles géographiques descriptifs et prospectifs sont largement ignorés.

Le processus d'inclusion sociale, nom officiel donné à la politique européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, s'appuie cependant sur les maillages de l'espace

européen, qu'ils soient de décision, de gestion ou de mesure. Derrière le consensus européen, l'analyse des Plans Nationaux d'Action pour l'Inclusion (PNAI) fait ressortir à la fois la prédominance de l'échelle nationale et une variété de modèles nationaux de gouvernement qui articulent différemment les niveaux d'action, entre centralisation, déconcentration et décentralisation. Cependant, l'absence de construction géographique de la question sociale induit un traitement spatial tronqué et incomplet.

L'article entend montrer qu'il convient de dépasser la suprématie du niveau national en recourant à une variété d'échelles spatiales afin d'améliorer les connaissances de la pauvreté en Europe, et ainsi contribuer à la compréhension de sa complexité et de sa pluridimensionnalité, dans ses processus spatiaux comme dans les modalités d'action territorialisées mises en place pour la combattre.

Cet article s'appuie sur un projet de recherche ANR Jeunes Chercheurs en cours sur le rôle des maillages dans la politique européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les cas français, italien, roumain et suédois sont ici plus particulièrement étudiés.